

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUIN 1920.

Proposition de loi

relative à la régularisation de l'état-civil pendant la période de guerre concernant spécialement les militaires défunts.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

On sait combien les événements de la guerre ont profondément bouleversé la régularité de notre état civil, spécialement en ce qui concerne les militaires défunts. Une des grandes causes de la situation déplorable qui existe à cet égard réside dans les déficiences de nos lois du temps de paix par rapport aux nécessités du temps de guerre. Ainsi, par exemple, le décès de nos militaires tombés en territoire belge devait obligatoirement être constaté par les autorités communales du lieu de ce décès. Or, il est évident que les combats se livraient généralement soit dans des communes momentanément évacuées, soit dans des localités tout à fait dévastées. Dans l'un et dans l'autre cas, il était impossible que le seul service compétent pour acter le décès de nos morts puisse accomplir sa mission.

A la séance de cette Chambre du 13 avril dernier, le Ministre de la Justice a déposé un projet de loi destiné à mettre fin au désordre occasionné notamment à raison de ce qui vient d'être dit. Ce projet est une assez jolie mosaïque de découpages faites dans les lois françaises, principalement dans celles du 8 juin 1893 et du 3 décembre 1913. Cette origine qui pourrait paraître constituer une très sérieuse recommandation, ne nous empêche pas d'affirmer que le projet gouvernemental ne répond nullement aux nécessités pratiques telles qu'elles existent en Belgique. On sait, en effet, qu'il existe en France quelque 1,500,000 victimes militaires de la guerre. D'autre part, suivant des renseignements de presse, il avait été statué par jugement, à la date du 14 avril dernier, sur 93,717 cas litigieux en matière d'état civil des militaires défunts. Nous ne connaissons pas le nombre total exact des litiges; mais d'après la note dont sont extraits nos chiffres, il semble fort admissible

que le nombre des cas résolus présentait une proportion très convenable de l'ensemble des cas à résoudre. La loi française est donc bonne puisqu'elle a donné un résultat favorable par rapport aux circonstances pour lesquelles elle a été faite. Mais, les mêmes arguments font admettre que cette loi eût été très mauvaise — il est très probable qu'on en eût fait une autre — si elle avait dû régir une situation analogue à la nôtre. Suivant une estimation modérée de praticiens expérimentés chez nous, la moitié au moins des cas sont litigieux. Sur cette base, l'application des lois qu'on a copiées aurait donné 750.000 procès en France, et la proportion des litiges terminés serait encore inférieure à un septième du total malgré que, dans ce pays, les tribunaux ont pu accomplir leur mission pendant toute la durée de la guerre, spécialement depuis la promulgation de la loi du 3 décembre 1913.

La présente proposition de loi tient compte de l'autorité des arguments de droit comparé, mais elle s'inspire surtout des nécessités pratiques, telles qu'elles existent chez nous.

Une première section reproduit presque textuellement le texte du projet gouvernemental. Une modification importante a toutefois été apportée au dernier paragraphe de l'article premier afin qu'on ne puisse pas en induire la suppression tacite de l'article 47 du Code civil.

Une seconde section, entièrement nouvelle, est relative à la preuve provisoire du décès des militaires. Vu le grand nombre de cas où il n'existe pas d'actes de décès réguliers et sous la pression de nécessités pratiques, il s'est établi une série d'expédients. Il se dit que, dans un but évidemment louable, on est allé jusqu'à permettre de contracter de nouveaux mariages sur le vu de simples certificats de décès délivrés par l'autorité militaire. Sans vouloir proclamer la nullité de tout ce qui a été fait en ce sens dans le passé, le législateur doit cependant proclamer qu'il ne peut pas sanctionner de tels usages. Ailleurs, il s'est trouvé des praticiens trop timorés, qui n'ont pas osé adopter même ce que la prudence la plus éclairée permettait de reprendre dans les expédients admis en d'autres endroits. Les articles 5 à 6 consacrent ce qui paraît être une juste transaction entre ces deux points de vue opposés.

La troisième section, relative aux rectifications des actes de décès, est le contrepied de la section II du projet gouvernemental. Les auteurs de celui-ci ont trouvé dans la législation française, le principe de la rectification administrative de ces actes. Cette dérogation aux règles habituelles en la matière, s'explique fort bien en France. Suivant les lois en vigueur dans ce pays, les actes de décès sont établis aux armées, par l'autorité militaire. Dans le très grand nombre d'actes qui ont dû être dressés, il s'est fatalement glissé une multitude d'erreurs très souvent insignifiantes en elles-mêmes. On estimait néanmoins, suivant l'interprétation la plus répandue du droit commun, que toutes ces petites rectifications auraient exigé : 1° La transcription de l'acte fautif sur les deux doubles des registres.

2° Une instance en rectification ;

3° La transcription de l'acte rectifié et du jugement.

Dans ces conditions, on a jugé qu'il y aurait une grande simplification à

permettre, par une procédure administrative, la rectification avant la transcription.

En Belgique, les litiges résultent bien plus souvent de l'absence d'acte de décès que d'erreurs dans les actes existants. Et quant à l'argument de procédure qui a contribué ailleurs à faire admettre la rectification administrative, il est supprimé par l'article 10 de la présente proposition de loi. On peut supposer dès lors le cas, par exemple, d'un militaire décédé à La Paune et qui était domicilié à Liège et dont l'acte de décès serait entaché d'erreur. Que l'on applique à cet exemple, la procédure du projet gouvernemental et celle de nos articles. Cette comparaison sera absolument convaincante tant au point de vue de la célérité que de la simplicité. Et que l'on n'invoque pas ici le souci de diminuer ou d'éviter l'encombrement des tribunaux et des Parquets. Nous verrons plus loin combien le projet gouvernemental accable inutilement les uns et les autres.

La quatrième section organise une transaction entre deux systèmes dont l'un rejette absolument les déclarations tardives de décès et dont l'autre, sanctionné par notre jurisprudence, prétend que ces déclarations doivent être actées sans aucune distinction de délai. D'après une opinion moyenne (Wouters, *Guide de l'officier d'État civil*, n° 853, 856) les déclarations tardives peuvent être reçues, mais moyennant certaines précautions. L'article 11 est rédigé en ce sens. L'article 12 établit une procédure spéciale destinée à réduire au minimum l'intervention des tribunaux, lorsqu'il pourrait être très difficile sinon impossible en fait, de faire comparaître les témoins en vue d'une déclaration tardive de décès.

La cinquième section concerne les inscriptions judiciaires des décès. Cette procédure à la fois simple et souple est prévue pour les cas où, malgré les dispositions de la section précédente, il y a une impossibilité, fût-elle simplement relative, à faire dresser un acte de décès en Belgique. Dans chaque cas ou dans chaque série de cas particuliers, on appliquera soit la section IV soit la section V suivant ce qui est le plus simple et le plus rapide en fait.

La publicité de la procédure se justifie notamment par l'autorité absolue qu'il a été jugé nécessaire d'accorder aux jugements et aux arrêts.

Les dispositions correspondantes du projet gouvernemental exigent dans tous les cas où il n'existe pas d'actes de décès, le recours à une procédure à la fois judiciaire et administrative dans laquelle la mission des Parquets est toujours importante. On soumet ainsi la liquidation d'un formidable arriéré aux règles les plus complexes et les plus lentes qu'il soit possible d'instituer.

Une sixième section contient une série de dispositions générales. Parmi celles-ci figure tout d'abord l'article 10 du projet gouvernemental, placé, on se demande pourquoi, dans la section relative aux rectifications administratives. L'article 22 nouveau modifie d'ailleurs cet article 10 en tant qu'il faisait inutilement double emploi avec l'arrêté royal du 30 décembre 1900, art. 6.

L'extension de l'autorité de la chose jugée contenue dans l'article 23, est nécessaire à raison du grand nombre de décès qui n'ont pas été constatés régulièrement.

Par contre, il aurait pu se faire que quelqu'un tente sans documentation

suffisante, une demande destinée à faire déclarer le décès d'un militaire et qu'il échoue ainsi dans cette action. Si des preuves absolument décisives viennent à être réunies dans la suite, sera-t-il néanmoins à tout jamais impossible de faire déclarer la réalité de ce décès ? Il aurait pu se faire que l'on invoquât ici le principe de la chose jugée. L'article 24 empêche de semblables prétentions.

L'article 25 du texte nouveau appelle peu de commentaires : Il n'est pas admissible qu'il faille recourir aux autorités locales allemandes pour faire acter le décès de nos officiers et soldats qui viendraient encore à mourir à l'armée d'occupation.

La simple lecture des articles 26 et 27 suffira sans doute à justifier les exemptions fiscales et le mode de représentation des parties en justice qui y sont organisés.

MAURICE CRICK.



PROPOSITION DE LOI

relative à la régularisation de l'état-civil pendant la période de guerre concernant spécialement les militaires défunts.

SECTION I.

De la validation des actes de l'état-civil dressés pendant la guerre.

ARTICLE PREMIER.

Les actes inscrits sur les registres de l'état-civil des communes ou de l'Armée depuis le 4 août 1914 jusqu'au 30 septembre 1919, ne pourront être annulés en raison du seul défaut de qualité ou de compétence des personnes qui les ont reçus pourvu que ces personnes aient eu, en ce moment, l'exercice public des fonctions communales ou de celles d'officier de l'état-civil à quelque titre ou sous quelque dénomination que ce soit.

Feront foi les actes dressés dans ces conditions soit par les fonctionnaires de l'Armée belge ou des puissances alliées de la Belgique, soit en dehors du territoire national, par les officiers de l'état-civil étrangers ou par les agents diplomatiques ou consulaires belges.

Cette règle n'est pas applicable aux actes dressés par les autorités ennemies, à l'exception toutefois des actes de décès et sans préjudice de

WETSVOORSTEL

betreffende de regeling van den burgerlijken stand gedurende het oorlogstijdperk, inzonderheid ten aanzien van de overleden militairen.

EERSTE AFDEELING.

Geldigverklaring van de akten van den burgerlijken stand, gedurende den oorlog opgemaakt.

EERSTE ARTIKEL.

De akten, in de registers van den burgerlijken stand van de gemeenten of van het leger ingeschreven vanaf 1 Augustus 1914 tot 30 September 1919, kunnen niet nietigverklaard worden alleen omdat de personen, die ze hebben ontvangen, niet bekwaam of niet bevoegd waren, mits die personen de gemeente-functies of de functie van ambtenaar van den burgerlijken stand, te welken titel of onder welken naam ook, alsdan openbaar waar te nemen hadden.

Zijn geloofwaardig de akten, onder die omstandigheden opgemaakt hetzij door de ambtenaren van het Belgisch Leger of van de met België geallieerde mogendheden, hetzij, buiten het grondgebied van het Rijk, door de ambtenaren van den burgerlijken stand van het buitenland of door de diplomatieke of consulaire ambtenaren van België.

Deze regel is niet van toepassing op de akten opgemaakt door de vijandelijke overheden, met uitzondering echter van de overlij-

l'application de l'article 47 du Code civil.

Art 2.

L'article 37 du Code civil modifié par la loi du 7 janvier 1908 ne sera applicable ni aux actes de décès des militaires ou des personnes employées à la suite des armées, ni à ceux de toutes autres personnes qui seraient décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre, entre le 4 août 1914 et le 30 septembre 1919.

SECTION II.

De la preuve provisoires du décès des militaires.

Art. 3.

En absence d'acte de décès régulier ou de tout autre titre équivalent concernant un militaire dont la mort paraît certaine et semble être survenue pendant la période comprise entre le 4 août 1914 et le 30 septembre 1919, il pourra y être suppléé pour toutes mesures ou pour actes n'ayant pas un caractère absolument irrévocable, par un acte de notoriété du décès, à délivrer, à la requête de toute personne intéressée, par le département de la Défense nationale.

Art. 4.

Ces actes de notoriété seront suffisants pour établir l'existence des droits subordonnés à la preuve lé-

densakten en onverminderd de toepassing van artikel 47 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 2.

Artikel 37 van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd door de wet van 7 Januari 1908, is van toepassing noch op de akten van overlijden der militairen of der personen behorende tot de diensten der legers, noch op die van alle andere personen die als slachtoffer van de krijgsverrichtingen of van de oorlogsgebeurtenissen, tusschen 4 Augustus 1914 en 30 September 1919, mochten overleden zijn.

AFDEELING II.

Voorloopig bewijs van het overlijden der militairen.

Art. 3.

Bij gebrek aan regelmatige akte van overlijden of aan elk ander gelijkwaardig stuk betreffende een militair, wiens dood als zeker voorkomt en schijnt te hebben plaats gehad gedurende het tijdperk begrepen tusschen 4 Augustus 1914 en 30 September 1919, kan, voor alle maatregelen of akten die geen volstrekt onherroepelijk karakter hebben, daarin voorzien worden door eene akte van bekendheid van het overlijden, door het Departement van Landsverdediging af te leveren op verzoek van elken belanghebbenden persoon.

Art. 4.

Die akten van bekendheid volstaan tot bewijs van het bestaan der rechten die afhankelijk zijn gesteld

gale du décès, notamment en vue de l'ouverture d'une tutelle ou de l'octroi de provisions alimentaires ou autres à prendre sur les biens du présumé défunt.

ART. 5.

Les contestations relatives à l'étendue de la force probante de ces actes de notoriété seront tranchées par les juges de paix ou par les juges des référés, lesquels pourront ordonner dans leurs décisions toutes les précautions qu'ils estimeront nécessaires à la conservation des droits éventuellement en péril.

ART. 6.

Les actes de notoriété prévus par la présente section seront délivrés sans frais sur papier libre et seront exempts de tous droits ou impositions quelconques.

SECTION III.

Des rectifications des actes de décès.

ART. 7.

Les rectifications des actes de décès des militaires, des personnes employées aux armées ainsi que des actes de décès de toutes autres personnes décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre, depuis le 4 août 1914 jusqu'au 30 septembre 1919, peuvent être poursuivies, aux frais de l'État, suivant la procédure établie ci-des-

van het wettelijk bewijs van het overlijden, namelijk met het oog op het openvallen eener voogdij ofwel op de uitkeering tot levensonderhoud of andere uitkeeringen te verstrekken op de goederen van den vermoedelijk overledene.

ART. 5.

Over de geschillen betreffende de vraag in hoeverre die akten van bekendheid bewijskracht hebben, wordt uitspraak gedaan door de vrederechters of door de rechters in kortgeding, die, in hunne beslissingen, al de voorzorgen kunnen voorschrijven, welke zij noodig achten tot behoud van de bij voorkomend geval bedreigde rechten.

ART. 6.

De akten van bekendheid, in deze afdeeling voorzien, worden kosteloos afgeleverd op ongezegeld papier en zijn vrij van alle hoege-naamde rechten of belastingen.

AFDEELING III.

Verbetering van de akten van overlijden.

ART. 7.

De verbetering van de akten van overlijden der militairen en der personen behorende tot de diensten der legers, alsmede van de akten van overlijden van alle andere personen overleden als slachtoffer van de krijgsverrichtingen of van de oorlogsgebeurtenissen, vanaf 4 Augustus 1914 tot 30 September 1919, kan, op de kosten van den Staat, vervolgd

sous pour les inscriptions judiciaires des décès.

Peuvent agir d'office à cette fin, le Ministre de la Défense nationale en ce qui concerne les militaires ou les personnes employées à la suite des armées, et le Ministre de l'Intérieur pour ce qui concerne toutes autres personnes.

Les jugements rectificatifs seront transcrits conformément aux dispositions des articles 101 du Code civil et 857 du Code de procédure civile.

La mention marginale des actes réformés indiquera, le cas échéant, que la rectification a été poursuivie et prononcée en vertu du présent article.

ART. 8.

Lorsqu'il semblera au demandeur que la rectification d'un acte de décès ne met en cause ni le fait de la mort ni l'identité d'un défunt, il pourra se dispenser d'accomplir la publicité prévue par les articles 15 et 16 ci-dessous, à moins que les tribunaux n'estiment qu'il y a lieu d'y recourir.

ART. 9.

En cas de perte ou de destruction des registres contenant les actes visés à l'article 7 ci-dessus, les jugements de rectification seront éventuellement transcrits sur le double de ces registres déposés au greffe du tribunal.

worden naar de hieronder bepaalde regelen voor de gerechtelijke inschrijvingen van overlijden.

Daartoe kunnen van ambtswege optreden de Minister van Landsverdediging voor de militairen of de personen behorende tot de diensten der legers, en de Minister van Binnenlandische Zaken voor alle andere personen.

De vonnissen tot verbetering worden overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 101 van het Burgerlijk Wetboek en 857 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering overgeschreven.

De kanteekening der verbeterde akten vermeldt, zoo noodig, dat de verbetering krachtens dit artikel werd vervolgd en uitgesproken.

ART. 8.

Wanneer het aan den eischer voorkomt dat het, bij de verbetering eener akte van overlijden, noch het feit van het afsterven noch de identiteit van een overledene geldt, is hij niet verplicht over te gaan tot de openbaarmaking voorzien bij de onderstaande artikelen 15 en 16, tenzij de rechtbanken oordeelen dat zij dient te geschieden.

ART. 9.

Zijn de registers, waarin de bij bovenstaand artikel 7 bedoelde akten zijn opgenomen, verloren geraakt of vernietigd, dan worden de vonnissen tot verbetering, bij voorkomend geval, ingeschreven in het dubbel van die registers neergelegd op de griffie der rechtbank.

ART. 10.

Les rectifications des actes de décès non transcrits en Belgique, pourront être ordonnées sur production d'une expédition de l'original.

Les jugements rectificatifs ordonneront, dans ce cas, que l'acte soit transcrit directement avec les modifications ou les compléments nécessaires, au lieu du dernier domicile du défunt.

Si ce domicile était inconnu ou s'il était situé en dehors du territoire métropolitain de la Belgique, la transcription serait faite à Bruxelles.

Il sera fait mention du jugement et de sa transcription en marge des registres à la date du décès si celle-ci est connue.

SECTION IV.

Des déclarations tardives de décès.

ART. 11.

Les déclarations tardives des décès des militaires, des personnes employées aux armées et de toutes autres personnes victimes des opérations ou des événements de la guerre, dont la mort est survenue entre le 4 août 1914 et le 30 septembre 1919, peuvent être reçues dans les formes ci-après :

Les attestations et dires des comparants sont consignés non point directement sur les registres, mais dans un procès-verbal dressé par l'officier d'état-civil. Cet officier communique le procès-verbal au département de la Défense Nationale s'il

ART. 10.

Elke verbetering van de niet in België overgeschreven akten van overlijden kan op vertoon van een afschrift van het oorspronkelijk stuk worden bevolen.

In dit geval bevelen de vonnissen tot verbetering dat de akte met de noodige wijzigingen of aanvullingen rechtstreeks worde overgeschreven in de gemeente waar de overledene zijn laatste woonplaats had.

Is deze woonplaats niet gekend of was zij gevestigd buiten het Europeesch grondgebied van België, dan geschiedt de overschrijving te Brussel.

Van het vonnis en van zijne overschrijving wordt, op den kant der registers, melding gemaakt op den datum van het overlijden, indien deze datum gekend is.

AFDEELING IV.

Laattijdige aangiften van overlijden.

ART. 11.

De laattijdige aangiften van overlijden van de militairen, van de personen behorende tot de diensten der legers en van alle andere personen slachtoffers van de krijgsverrichtingen of de oorlogsgebeurtenissen, die zijn gestorven tusschen 4 Augustus 1914 en 30 September 1919, kunnen gedaan worden op de volgende wijzen :

De verklaringen en gezegden van de comparanten worden niet rechtstreeks in de registers vermeld, doch in een proces-verbaal opgesteld door den ambtenaar van den burgerlijken stand. Deze ambtenaar deelt het proces-verbaal mee aan

s'agit d'un militaire ou d'une personne employée à la suite des armées et au Procureur du Roi s'il s'agit d'une personne qui n'était pas au service de l'armée. Ce Ministre ou le Magistrat vérifient sommairement, d'après leur documentation, si les mentions du procès-verbal ne sont pas inadmissibles. Lorsque le résultat de cette vérification n'est pas défavorable, ils renvoient le procès-verbal à l'officier d'état-civil après y avoir opposé un simple visa, pour que le document soit annexé aux registres de l'état-civil et tienne lieu d'acte de décès.

Mention du procès-verbal est faite en marge des registres à la date du décès si celle-ci est connue.

La présente disposition n'emporte pas nullité des actes de décès qui auraient été reçus tardivement avant la promulgation de la loi actuelle.

ART. 12.

Tout fonctionnaire qui en vue de la rédaction d'un des procès-verbaux visés à l'article précédent devra entendre un témoin dont la comparution exigerait un long déplacement peut s'adresser au juge de paix du canton où cette personne réside. Ce Magistrat recevra la déposition du témoin et fera adresser un procès-verbal de la formalité soit au département de la Défense Nationale soit au Procureur du Roi du lieu du décès suivant les distinctions établies au susdit article 11

het Departement van Landsverdediging, zoo het geldt een militair of een persoon behorende tot de diensten der legers, en aan den Procureur des Konings, zoo het een persoon geldt, die niet behoorde tot de diensten van het leger. Die Minister of die Magistraat gaan vluchtig na, volgens hunne stukken, of de vermeldingen van het proces-verbaal niet onaannemelijk zijn. Is de uitkomst van dit onderzoek niet ongunstig, dan zenden zij het proces-verbaal aan den ambtenaar van den burgerlijken stand terug, na het te hebben bekleed met een eenvoudig visa, opdat het stuk bij de registers van den burgerlijken stand worde gevoegd en als akte van overlijden gelde.

Van het proces-verbaal wordt, op den kant der registers, melding gemaakt op den datum van het overlijden, indien deze datum gekend is.

De onderhavige bepaling brengt de nietigheid niet mee van de akten van overlijden, die vóór de afkondiging van de bestaande wet laat-tijdig werden ontvangen.

ART. 12.

Elke ambtenaar, die, om een van de bij het vorig artikel bedoelde processen-verbaal op te maken, een getuige moet hooren, wiens verschijning eene lange reis zou veroorzaken, kan zich wenden tot den vrederechter van het kanton, waar die persoon verblijft. Deze Magistraat neemt de verklaringen van den getuige af en doet een proces-verbaal der formaliteit geworden hetzij aan het Departement van Landsverdediging, hetzij aan den Procureur des Konings der plaats

et pour être procédé comme il est prévu.

Si le témoin réside à l'étranger, le fonctionnaire intéressé s'adressera au Président du tribunal de première instance qui agira conformément aux conventions internationales relatives aux commissions rogatoires. Au reçu de la déposition, ce Magistrat procédera comme il est dit au précédent paragraphe.

SECTION V.

Des inscriptions judiciaires de décès.

ART. 13.

Dans tous les cas où pour quelque cause que ce soit, il ne sera pas possible de faire dresser en Belgique les actes de décès concernant des militaires et des personnes employées aux armées ou toutes autres personnes décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre, il y sera suppléé, aux frais de l'État, par des inscriptions de décès.

ART. 14.

A cette fin, le Ministre compétent suivant les distinctions établies à l'article 7 ci-dessus, le Ministère public ou toute autre personne ayant qualité pour agir, pourront s'adresser par voie de requête adressée au Président du tribunal de première instance dont la compétence territoriale leur paraîtra la plus indiquée suivant les circonstances de la cause.

van het overlijden naar het bij gezegd artikel 11 gemaakt onderscheid en om te handelen zooals is voorzien.

Indien de getuige in den vreemde verblijft, richt de betrokken ambtenaar zich tot den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg; deze handelt overeenkomstig de internationale overeenkomsten betreffende de rogatoire machtigingen. Na de ontvangst van het getuigenis handelt die Magistraat zooals in de vorige paragraaf is bepaald.

AFDEELING V.

Gerechtelijke inschrijvingen van overlijdens.

ART. 13.

Telkens als het, om welke reden ook, niet mogelijk is de akten van overlijden betreffende militairen en personen behorende tot de diensten der legers of alle andere personen gestorven als slachtoffer van de krijgsverrichtingen of van de oorlogsgebeurtenissen, te doen opmaken in België, wordt daarin voorzien, op de kosten van den Staat, door inschrijvingen van overlijden.

ART. 14.

Daartoe kunnen de Minister, die is bevoegd naar het in bovenstaand artikel 7 gemaakt onderscheid, het Openbaar Ministerie of elk andere persoon, bevoegd om te handelen, zich bij verzoekschrift richten tot den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, welker plaatselijke bevoegdheid hun, volgens de omstandigheden der zaak, als de meest aangewezen voorkomt.

Si la requête n'est pas introduite par l'un des départements ministériels compétents, le demandeur devra justifier, à peine de nullité de la procédure, qu'il a averti ce département de la formation de sa demande.

ART. 15.

L'introduction d'une demande tendant à faire ordonner une inscription de décès sera annoncée, à la poursuite du demandeur, dans un ou plusieurs journaux suivant des prescriptions à déterminer par arrêté royal.

Ces annonces inviteront tous ceux qui auraient des observations à faire concernant l'objet de la requête, à les présenter au Procureur du Roi près le tribunal saisi du litige.

ART. 16.

Il sera justifié des insertions dans les journaux par un exemplaire de chacun de ceux-ci.

Le tribunal pourra exiger que la signature des imprimeurs des journaux sera légalisée par le Bourgmestre de leur domicile.

Les frais des insertions seront taxés par le Président ou par un juge du tribunal. Le montant de la dépense sera toujours à charge de l'État dans les limites fixées par l'arrêté royal visé à l'article précédent.

ART. 17.

Le jugement sur le fond ne pourra intervenir que dix jours au moins

Wordt het verzoekschrift niet door een van de bevoegde ministerieele departementen ingeleverd, dan moet de eischer, op straffe van nietigheid der rechtspleging, bewijzen dat hij het instellen van zijnen eisch ter kennis van dit Departement heeft gebracht.

ART. 15.

Het instellen van een eisch strekkende om eene inschrijving van overlijden te doen bevelen wordt, op vervolging van den eischer, in een of meer dagbladen bekendgemaakt naar bij koninklijk besluit te bepalen voorschriften.

Door deze bekendmakingen wordt alwie aanmerkingen mocht te maken hebben betreffende het onderwerp van het verzoekschrift, verzocht ze mede te deelen aan den Procureur des Konings bij de rechtbank die van het geschil kennis neemt.

ART. 16.

Tot bewijs van de inlasschingen in de bladen wordt een exemplaar van elk dier bladen overgelegd.

De rechtbank kan eischen dat de handteekening van de drukkers der bladen door den burgemeester hunner woonplaats echt verklaard worde.

De kosten van de inlasschingen worden door den Voorzitter of door een rechter der rechtbank begroot. Het bedrag der uitgave komt steeds ten laste van den Staat binnen de grenzen bepaald bij het koninklijk besluit, in het vorig artikel bedoeld.

ART. 17.

Het vonnis over den grond der zaak kan slechts gewezen worden

après l'accomplissement de la publicité requise à l'article 15.

ART. 18.

Le dépôt d'une requête aux fins d'appel ou la signification d'un acte d'appel seront publiés et notifiés de la manière prévue aux articles 14 *in fine* 15 et 16; l'arrêt définitif ne pourra également intervenir que dix jours au moins après cette publication.

Les frais des insertions seront taxés dans ce cas par un président ou par un conseiller de la Cour d'appel.

ART. 19.

Le dispositif des décisions déclaratives de décès énoncera les prénoms, nom, profession et domicile de la personne décédée; les prénoms et nom de l'autre époux si la personne décédée était mariée ou veuve, et, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, nom, profession et domicile des père et mère du décédé et le lieu de sa naissance.

Si le dernier domicile du défunt était inconnu, il en serait fait mention.

ART. 20.

Ce dispositif sera transcrit aux registres de l'état-civil du lieu du dernier domicile du défunt; si ce domicile est inconnu ou s'il est situé

na verloop van ten minste tien dagen nadat de bij artikel 15 vereischte bekendmaking is geschied.

ART. 18.

Het indienen van een verzoekschrift tot beroep of de beteekening van eene akte van beroep worden bekendgemaakt en beteekend op de wijze voorzien bij de artikelen 14, *in fine*, 15 en 16; het eindarrest kan slechts na verloop van ten minste tien dagen na deze bekendmaking uitgesproken worden.

De kosten der inlasschingen worden, in dit geval, door een voorzitter of door een raadsheer van het Hof van beroep begroot.

ART. 19.

Het beschikkend gedeelte der beslissingen tot bevestiging van overlijden vermeldt de voornamen, den naam, het beroep en de woonplaats van den overleden persoon; de voornamen en den naam van den anderen echtgenoot, indien de overledene gehuwd ofwel weduwnaar of weduwe was, alsmede, in zooverre men ze kan te weten komen, de voornamen, den naam, het beroep en de woonplaats der ouders van den overledene en de plaats zijner geboorte.

Is de laatste woonplaats van den overledene onbekend, dan wordt daarvan melding gemaakt.

ART. 20.

Dit beschikkend gedeelte wordt overgeschreven in de registers van den burgerlijken stand der gemeente, waar de overledene zijne

hors du territoire métropolitain de la Belgique, la transcription se fera à Bruxelles.

Il sera fait mention du jugement et de sa transcription en marge des registres à la date du décès si celle-ci est connue.

L'Officier du dernier domicile se conformera aux dispositions de l'article 11 de la loi du 16 décembre 1851, sous peine des amendes qui y sont prévues.

ART. 21.

Lorsqu'un seul jugement statuera sur diverses causes connexes, la décision sera communiquée par extraits individuels aux divers officiers d'état-civil intéressés lesquels se conformeront, le cas échéant, à ce qui est prescrit au dernier paragraphe de l'article précédent sous peine d'encourir les sanctions visées à ce paragraphe.

Ces extraits pourront être valablement établis, dûment certifiés conformes, mais sans autres formes spéciales, par les Ministres compétents suivant les distinctions établies à l'article 7 de la présente loi.

SECTION VI.

Dispositions Générales.

ART. 22.

Les actes de décès des militaires, des personnes employées aux armées et de ceux des toutes autres per-

laatste woonplaats had; is deze woonplaats onbekend of buiten het Europeesch grondgebied van België gevestigd, dan geschiedt de overschrijving te Brussel.

Van het vonnis en van zijne overschrijving wordt, op den kant van de registers, melding gemaakt op den datum van het overlijden, indien deze gekend is.

De ambtenaar van de laatste woonplaats moet het bepaalde in artikel 11 der wet van 16 December 1851 naleven op straffe van de daarin voorziene boeten.

ART. 21.

Wanneer door één vonnis uitspraak wordt gedaan over verscheidene samenhangende zaken, wordt de beslissing door middel van individueele uittreksels medegedeeld aan de verscheidene betrokken ambtenaren van den burgerlijken stand; dezen moeten, bij voorkomend geval, het voorschrift der slotparagraaf van het vorig artikel in acht nemen op straffe van de in deze paragraaf voorziene boeten.

Die uittreksels kunnen door de Ministers, die bevoegd zijn naar het onderscheid gemaakt in artikel 7 dezer wet, geldig opgemaakt en behoorlijk eensluidend verklaard worden, doch zonder andere bijzondere vormen.

AFDEELING VI.

Algemeene bepalingen.

ART. 22.

De akten van overlijden van de militairen, van de personen behorende tot de diensten der legers en

sonnes décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre, devront, s'ils n'ont pas été reçus par une administrations communale belge, être transcrits au lieu du dernier domicile du défunt.

Si ce dernier domicile est inconnu ou s'il est situé en dehors du territoire métropolitain de la Belgique, la transcription aura lieu à Bruxelles.

L'officier d'état-civil sera éventuellement tenu de faire au juge de paix du canton la communication prévue par l'article 79 du Code civil modifié par la loi du 16 décembre 1851, sous peine des amendes fixées par cette disposition.

ART. 23.

Les inscriptions de décès et les rectifications d'actes de décès ordonnées en vertu de la présente loi font foi même à l'égard de ceux qui ne les auront point requises ou qui n'auront pas été appelés à l'instance.

Ces inscriptions, de même que les actes réformés, pourront néanmoins être révisées, le cas échéant, suivant la procédure ordinaire en rectification des actes de l'état-civil.

ART. 24.

Les jugements non déclaratifs de décès et ceux qui auront rejeté une requête en rectification ne feront point obstacle à la recevabilité ultérieure de la même demande s'il

van alle andere personen gestorven als slachtoffer van de krijgsverrichtingen of van de oorlogsgebeurtenissen moeten, indien zij niet door een Belgisch gemeentebestuur werden ontvangen, overgeschreven worden in de gemeente, waar de overledene zijn laatste woonplaats had.

Is deze laatste woonplaats onbekend of is zij buiten het Europeesch grondgebied van België gevestigd, dan geschiedt de overschrijving te Brussel.

De ambtenaar van den burgerlijken stand is, bij voorkomend geval, verplicht de mededeeling, voorzien bij artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek gewijzigd door de wet van 16 December 1851, aan den vrederechter van het kanton te doen op straffe van de bij dit artikel bepaalde boeten.

ART. 23.

De krachtens deze wet bevolen inschrijvingen van overlijden en verbeteringen van akten van overlijden hebben bewijskracht zelfs tegenover hen, die ze niet hebben gevorderd of die niet in de zaak gebracht werden.

Niettemin kunnen die inschrijvingen, evenals de verbeterde akten, bij voorkomend geval, herzien worden volgens de gewone rechtspleging tot verbetering der akten van den burgerlijken stand.

ART. 24.

Ondanks de vonnissen, welke geen bevestiging van overlijden inhouden, en die, welke een verzoek tot verbetering hebben afgewezen, is dezelfde eisch naderhand ontvan-

existe des arguments nouveaux à son appui.

ART. 25.

Les déclarations de décès qui auraient dû être actées par les inspecteurs aux revues en vertu de l'article 96 du code civil, pourront être reçues, sur l'attestation de deux témoins par le chef du service d'état-civil au département de la Défense nationale dans les formes prévues aux articles 11 et 12 ci-dessus.

Les actes de l'état-civil concernant des militaires ou des personnes employées aux armées pourront, à l'avenir, être reçus à l'armée de campagne ou en dehors du territoire de la Belgique, conformément aux lois en vigueur, en présence de deux témoins : 1° dans les formations mobilisées par l'officier comptable ou, à défaut, par l'officier commandant; 2° dans les formations sanitaires, par l'officier gestionnaire ou, à défaut, par le médecin directeur.

ART. 26.

Aucune taxe, redevance, imposition ni aucun droit quelconque ne pourront être perçus au profit de l'État, des provinces ou des communes pour tous actes, documents, formalités ou jugements qui concernent l'état-civil d'un militaire ou d'une personne employée aux armées, décédée après avoir accompli des services pour la Belgique ou

kelijk, indien nieuwe gronden tot staving daarvan worden aangevoerd.

ART. 25.

De aangiften van overlijden, waarvan akte door de intendanten van het leger moest opgemaakt worden krachtens artikel 96 van het Burgerlijk Wetboek, kunnen, op de bevestiging van twee getuigen, aan het hoofd van den dienst van den burgerlijken stand bij het Departement van Landsverdediging gedaan worden op de wijzen voorzien bij de bovenstaande artikelen 11 en 12.

De akten van den burgerlijken stand betreffende militairen of personen behorende tot de diensten der legers kunnen voortaan in het leger te velde of buiten het grondgebied van België, overeenkomstig de van kracht zijnde wetten, opgemaakt worden in het bijzijn van twee getuigen : 1° in de gemobiliseerde formaties, door den officier-rekenplichtige of, bij ontstentenis, door den officier-bevelhebber; 2° in de gezondheidsformaties, door den officier-zaakvoerder of, bij ontstentenis, door den geneesheer-bestuurder.

ART. 26.

Geene heffing, bijdrage, belasting, geen recht hoegenaamd magten bate van Staat, provincie of gemeente worden ingevorderd wegens de akten, stukken, formaliteiten of vonnissen betreffende den burgerlijken stand van een militair of van een persoon behorende tot de diensten der legers, overleden na voor België of voor een met België

pour un État allié ou associé de la Belgique, depuis le 4 août 1914 jusqu'au 30 septembre 1919.

Cette disposition est également applicable en ce qui concerne toutes autres personnes décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre.

ART. 27.

Le ministère des avoués sera facultatif pour toutes les procédures prévues par la présente loi.

Les parties intéressées peuvent se faire représenter ou assister devant les tribunaux soit par un avocat, soit par une personne agréée par les tribunaux et munie, le cas échéant, d'une procuration sur papier libre.

geallieerden of geassocieerden Staat diensten te hebben volbracht vanaf 4 Augustus 1914 tot 30 September 1919.

Deze bepaling geldt eveneens voor alle andere personen gestorven als slachtoffer van de krijgsverrichtingen of oorlogsgebeurtenissen.

ART. 27.

Voor elke rechtspleging, bij deze wet voorzien, is het optreden van de pleitbezorgers niet verplichtend.

De belanghebbende partijen kunnen zich voor de rechtbanken doen vertegenwoordigen of bijstaan hetzij door eenen advocaat, hetzij door een persoon, door de rechtbanken toegelaten en, desnoods, houder van eene volmacht op ongezegeld papier.

Maurice CRICKX.

Albert DEVÈZE.

DU BUS DE WARNAFFE.

Max PASTUR.



(XIV)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JUNI 1920.

Wetsvoorstel

betreffende de regeling van den burgerlijken stand gedurende het oorlogstijdperk, inzonderheid ten aanzien van de overleden militairen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Men weet hoe diep de oorlogsgebeurtenissen de geregelde werking van onzen burgerlijken stand heeft ontreddeerd, inzonderheid ten aanzien van de overleden militairen. Een der groote oorzaken van den betreuenswaardigen toestand, die zich op dit gebied voordoet, ligt in de tekortkomingen van onze wetten uit den vreedstijd met betrekking tot de noodwendigheden van den oorlogstijd. Zoo moest, bij voorbeeld, het overlijden van onze soldaten, op Belgisch grondgebied gesneuveld, verplichtenderwijze vastgesteld worden door de gemeenteoverheden der plaats van dit overlijden. Nu, men weet dat de gevechten over het algemeen geleverd werden hetzij in tijdelijk ontruimde gemeenten, hetzij in geheel verwoeste dorpen. In beide gevallen was het onmogelijk dat de eenige dienst, bevoegd om het overlijden onzer dooden vast te stellen, zijne taak kon uitoefenen.

Ter Kamervergadering van 13 April j.l. heeft de Minister van Justitie een wetsontwerp ingediend, dat ten doel heeft een einde te maken aan de onregelmatigheden voortvloeiend uit de aangehaalde toestanden. Dit ontwerp is eene aardige mozaïek van uitknipsels uit de Fransche wetten, vooral uit die van 8 Juni 1893 en van 3 December 1915. Deze herkomst, welke zou kunnen aangezien worden als eene ernstige aanbeveling, belet ons niet te beweren dat het Regeeringsontwerp volstrekt niet voldoet aan de praktische noodwendigheden, zooals zij in België bestaan. Men weet inderdaad dat er in Frankrijk zoo wat 1,500,000 slachtoffers van den oorlog zijn gevallen. Anderzijds werd, volgens de inlichtingen van de pers, tot op 14 April j.l. uitspraak gedaan door de rechtbanken over 95,717 betwiste gevallen inzake burgerlijken stand der overleden militairen. Wij kennen niet het juiste geheel getal der betwiste gevallen, doch, volgens de nota,

waaraan wij onze cijfers ontleenen, schijnt het zeer wel mogelijk dat het getal opgeloste gevallen op eene verhouding wees, welke zeer wel overeenkomt met het geheel getal der op te lossen gevallen. De Fransche wet is dus goed, vermits zij gunstige uitkomsten had met betrekking tot de omstandigheden, waarvoor zij werd ingevoerd. Dezelfde argumenten moeten echter ons doen aannemen dat deze wet zeer slecht zou geweest zijn — waarschijnlijk zou men er eene andere gemaakt hebben —, zoo zij een toestand gelijk aan den onzen had moeten regelen. Volgens eene gematigde raming van bedreven deskundigen, zijn te onzent ongeveer de helft der gevallen betwistbaar. Op dezen grondslag zouden de wetten, welke men overgeschreven heeft, tot 750,000 processen in Frankrijk aanleiding hebben gegeven, en de verhouding der afgedane betwistbare gevallen zou nog beneden één zevende gedeelte van het geheel getal gebleven zijn, alhoewel, in dit land, de rechtbanken hunne taak konden vervullen gedurende het geheele verloop van den oorlog, vooral sedert de afkondiging der wet van 3 December 1915.

Het onderhavig wetsvoorstel houdt rekening met de bewijskracht der argumenten van vergelijkend recht, doch het steunt vooral op de practische noodwendigheden zooals die zich bij ons voordoen.

Een eerste Afdeeling geeft den tekst van het Regeeringsontwerp bijna woordelijk weer. Eene belangrijke wijziging werd evenwel gebracht in het laatste lid van artikel 1, opdat men de stilzwijgende intrekking van artikel 47 van het Burgerlijk Wetboek daaruit niet kunne afleiden.

Eene tweede, geheel nieuwe afdeeling, betreft het voorloopig bewijs van het overlijden der militairen. Wegens het groot getal gevallen, waar geene behoorlijke akten van overlijden bestaan, en onder den drang van practische omstandigheden, nam men zijn toevlucht tot eene heele reeks gelegenhedsmiddelen. Er wordt gezegd dat men, met eene bedoeling die natuurlijk te prijzen is, zelfs toegelaten heeft, nieuwe huwelijken aan te gaan op vertoon van eenvoudige overlijdensbewijzen afgeleverd door de militaire overheid. Zonder te willen verklaren dat alles wat, in het verleden, in dien zin werd gedaan, nietig is, moet de wetgever nochtans verklaren dat hij dergelijke gebruiken niet kan bekrachtigen. Op andere plaatsen waren er al te schuwe beambten, die zelfs niet durfden aan te nemen wat de meest kiesche voorzichtigheid wel toeliet over te nemen uit de elders aangenomen noodmiddelen. De artikelen 3 tot 6 huldigen wat de juiste maat schijnt te houden tusschen deze twee tegenstrijdige standpunten.

De derde Afdeeling, rakende de verbeteringen van de overlijdensakten, is het tegendeel van de 2^{de} Afdeeling van het Regeeringsontwerp. Dezes opstellers vonden in de Fransche wetgeving het beginsel van de verbetering dier akten van bestuurswege. Die afwijking van de te dezer zake gebruikelijke regelen is zeer wel te verklaren voor Frankrijk : volgens de in dit land van kracht zijnde wetten, worden de overlijdensakten in het leger opgemaakt door de militaire overheid. In het overgroot getal akten, die moesten worden opgemaakt, zijn er noodlottigerwijze talrijke, zeer vaak op zich zelf onbeduidende vergissingen geslopen. Volgens de meest verspreide verklaring

van het gemeene recht, oordeelde men desniettegenstaande dat al deze geringe verbeteringen zouden aanleiding gegeven hebben tot :

1° De overschrijving van de gebrekkige akte in elk dubbel van de registers;

2° Eene vordering tot verbetering;

3° De overschrijving van de verbeterde akte en van het vonnis.

Onder die omstandigheden zou het eene groote vereenvoudiging zijn, zoo men, langs den bestuurlijken weg, de verbetering vóór de overschrijving toeliet.

In België komen de geschillen veel meer voort uit het niet bestaan van overlijdensakte dan uit vergissingen in de bestaande akten. En wat betreft het argument op grond van de na te komen regelen, dat elders er toe geleid heeft de verbetering van bestuurswege te doen aannemen, dit valt weg ten gevolge van artikel 10 van het tegenwoordig wetsvoorstel. Dienvolgens kan men, bij voorbeeld, het geval veronderstellen van een militair overleden te De Panne en die te Luik woonde, in wiens overlijdensakte eene vergissing zou voorkomen. Men passe de regeling van het Regeeringsontwerp en die van onze artikelen op dit voorbeeld toe : deze vergelijking zal den doorslag geven zoowel onder opzicht van spoed als onder opzicht van eenvoudigheid. En men steune hier niet op de bekommernis, dat men het werk der rechtbanken en der parketten wil verminderen of vermijden. Wij zullen verder zien in welke mate het Regeeringsontwerp beide nutteloos overstelpt.

De vierde Afdeeling bepaalt een middelweg tusschen twee stelsels, waarvan het eene de laattijdige overlijdensaangiften volstrekt verwerpt en het andere, door onze rechtspraak bevestigd, beweert dat die aangiften moeten opgenomen worden zonder eenig onderscheid van termijn. Naar eene meening, die daartusschen ligt (WOUTERS, *Guide de l'officier de l'état civil*, n° 855, 856), kunnen de laattijdige aangiften aangenomen worden, doch mits zekere voorzorgen. Artikel 11 luidt in dien zin. Artikel 12 voert eene bijzondere regeling in, bestemd om de tusschenkomst der rechtbanken tot een minimum te brengen, wanneer het moeilijk, zooniet feitelijk onmogelijk zou zijn de getuigen voor eene laattijdige aangifte van overlijden te doen verschijnen.

De vijfde Afdeeling betreft de gerechtelijke inschrijvingen van de overlijdens. Deze zoo eenvoudige als gemakkelijke regeling is voorzien voor de gevallen, waar het, ondanks de bepalingen der voorgaande Afdeeling, zelfs maar betrekkelijk onmogelijk zou zijn, eene overlijdensakte in België te doen opmaken. In elk afzonderlijk geval, of in elke reeks afzonderlijke gevallen, zal men hetzij de 4^{de}, hetzij de 5^{de} Afdeeling toepassen naar gelang wat feitelijk het eenvoudigste en het zachste is.

De openbaarheid van de rechtspleging wordt gewettigd, namelijk, door de volstrekte kracht, welke men noodig achtte aan de vonnissen en de arresten toe te kennen.

De overeenstemmende bepalingen van het Regeeringsontwerp vereischen, in al de gevallen waar er geene overlijdensakten bestaan, eene rechterlijke en tevens bestuurlijke rechtspleging, waarbij de taak der parketten altijd

gewichtig is. Men onderwerpt aldus de afhandeling van een aanzienlijken achterstand aan de meest ingewikkelde en trage regelen, welke men invoeren kan.

Eene zesde Afdeling behelst eene reeks algemeene bepalingen. Onder deze komt, in de eerste plaats, artikel 10 van het Regeeringsontwerp voor, dat, men weet niet waarom, is opgenomen in de afdeling betreffende de verbeteringen van bestuurswege. Het nieuwe artikel 22 wijzigt ten andere dit artikel 10, in zooverre het eene nuttelooze herhaling was van het koninklijk besluit van 30 December 1900, artikel 6.

De uitbreiding der kracht van het gewijsde, vervat in artikel 22, is noodig wegens het groot getal overlijdens, die niet behoorlijk werden vastgesteld.

Het kan daarentegen voorkomen dat iemand, zonder voldoende bewijsstukken, eene vordering instelt ten einde het overlijden van een militair te doen vaststellen en dat zijn eisch aldus wordt afgewezen. Zal het, wanneer daarna volstrekt beslissende bewijzen worden bijgebracht, niettemin voor altijd onmogelijk zijn, de werkelijkheid van het overlijden te doen verklaren? Men had hier het beginsel van het gewijsde kunnen inroepen. Artikel 24 belet dergelijke vorderingen.

Artikel 25 van den nieuwen tekst vergt weinig verklaring. Het is niet aan te nemen dat men zich tot de plaatselijke Deutsche overheden zou moeten wenden om akte te doen opmaken van het overlijden onzer officieren en soldaten, die voortaan mochten sterven in het bezettingsleger.

De eenvoudige lezing der artikelen 26 en 27 zal denkelijk volstaan tot wettiging van de fiscale vrijstellingen en van de wijze van vertegenwoordiging der partijen voor de rechtbanken, welke punten in deze artikelen geregeld worden.

MAURICE CRICK.

PROPOSITION DE LOI

relative à la régularisation de l'état-civil pendant la période de guerre concernant spécialement les militaires défunts.

SECTION I.

De la validation des actes de l'état-civil dressés pendant la guerre.

ARTICLE PREMIER.

Les actes inscrits sur les registres de l'état-civil des communes ou de l'Armée depuis le 4 août 1914 jusqu'au 30 septembre 1919, ne pourront être annulés en raison du seul défaut de qualité ou de compétence des personnes qui les ont reçus pourvu que ces personnes aient eu, en ce moment, l'exercice public des fonctions communales ou de celles d'officier de l'état-civil à quelque titre ou sous quelque dénomination que ce soit.

Feront foi les actes dressés dans ces conditions soit par les fonctionnaires de l'Armée belge ou des puissances alliées de la Belgique, soit en dehors du territoire national, par les officiers de l'état-civil étrangers ou par les agents diplomatiques ou consulaires belges.

Cette règle n'est pas applicable aux actes dressés par les autorités ennemies, à l'exception toutefois des actes de décès et sans préjudice de

WETSVOORSTEL

betreffende de regeling van den burgerlijken stand gedurende het oorlogstijdperk, inzonderheid ten aanzien van de overleden militairen.

EERSTE AFDEELING.

Geldigverklaring van de akten van den burgerlijken stand, gedurende den oorlog opgemaakt.

EERSTE ARTIKEL.

De akten, in de registers van den burgerlijken stand van de gemeenten of van het leger ingeschreven vanaf 1 Augustus 1914 tot 30 September 1919, kunnen niet nietigverklaard worden alleen omdat de personen, die ze hebben ontvangen, niet bekwaam of niet bevoegd waren, mits die personen de gemeente-functies of de functie van ambtenaar van den burgerlijken stand, te welken titel of onder welken naam ook, alsdan openbaar waar te nemen hadden.

Zijn geloofwaardig de akten, onder die omstandigheden opgemaakt hetzij door de ambtenaren van het Belgisch Leger of van de met België geallieerde mogendheden, hetzij, buiten het grondgebied van het Rijk, door de ambtenaren van den burgerlijken stand van het buitenland of door de diplomatieke of consulaire ambtenaren van België.

Deze regel is niet van toepassing op de akten opgemaakt door de vijandelijke overheden, met uitzondering echter van de overlij-

l'application de l'article 47 du Code civil.

Art. 2.

L'article 37 du Code civil modifié par la loi du 7 janvier 1908 ne sera applicable ni aux actes de décès des militaires ou des personnes employées à la suite des armées, ni à ceux de toutes autres personnes qui seraient décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre, entre le 4 août 1914 et le 30 septembre 1919.

SECTION II.

De la preuve provisoires du décès des militaires.

Art. 3.

En absence d'acte de décès régulier ou de tout autre titre équivalent concernant un militaire dont la mort paraît certaine et semble être survenue pendant la période comprise entre le 4 août 1914 et le 30 septembre 1919, il pourra y être suppléé pour toutes mesures ou pour actes n'ayant pas un caractère absolument irrévocable, par un acte de notoriété du décès, à délivrer, à la requête de toute personne intéressée, par le département de la Défense nationale.

Art. 4.

Ces actes de notoriété seront suffisants pour établir l'existence des droits subordonnés à la preuve lé-

densakten en onverminderd de toepassing van artikel 47 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 2.

Artikel 37 van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd door de wet van 7 Januari 1908, is van toepassing noch op de akten van overlijden der militairen of der personen behorende tot de diensten der legers, noch op die van alle andere personen die als slachtoffer van de krijgsvorrichingen of van de oorlogsgebeurtenissen, tusschen 4 Augustus 1914 en 30 September 1919, mochten overleden zijn.

AFDEELING II.

Voorloopig bewijs van het overlijden der militairen.

Art. 3.

Bij gebrek aan regelmatige akte van overlijden of aan elk ander gelijkwaardig stuk betreffende een militair, wiens dood als zeker voorkomt en schijnt te hebben plaats gehad gedurende het tijdperk begrepen tusschen 4 Augustus 1914 en 30 September 1919, kan, voor alle maatregelen of akten die geen volstrekt onherroepelijk karakter hebben, daarin voorzien worden door eene akte van bekendheid van het overlijden, door het Departement van Landsverdediging af te leveren op verzoek van elken belanghebbenden persoon.

Art. 4.

Die akten van bekendheid volstaan tot bewijs van het bestaan der rechten die afhankelijk zijn gesteld

gale du décès, notamment en vue de l'ouverture d'une tutelle ou de l'octroi de provisions alimentaires ou autres à prendre sur les biens du présumé défunt.

ART. 5.

Les contestations relatives à l'étendue de la force probante de ces actes de notoriété seront tranchées par les juges de paix ou par les juges des référés, lesquels pourront ordonner dans leurs décisions toutes les précautions qu'ils estimeront nécessaires à la conservation des droits éventuellement en péril.

ART. 6.

Les actes de notoriété prévus par la présente section seront délivrés sans frais sur papier libre et seront exempts de tous droits ou impositions quelconques.

SECTION III.

Des rectifications des actes de décès.

ART. 7.

Les rectifications des actes de décès des militaires, des personnes employées aux armées ainsi que des actes de décès de toutes autres personnes décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre, depuis le 4 août 1914 jusqu'au 30 septembre 1919, peuvent être poursuivies, aux frais de l'État, suivant la procédure établie ci-des-

van het wettelijk bewijs van het overlijden, namelijk met het oog op het openvallen eener voogdij ofwel op de uitkeering tot levensonderhoud of andere uitkeeringen te verstrekken op de goederen van den vermoedelijk overledene.

ART. 5.

Over de geschillen betreffende de vraag in hoeverre die akten van bekendheid bewijskracht hebben, wordt uitspraak gedaan door de vrederechters of door de rechters in kortgeding, die, in hunne beslissingen, al de voorzorgen kunnen voorschrijven, welke zij noodig achten tot behoud van de bij voorkomend geval bedreigde rechten.

ART. 6.

De akten van bekendheid, in deze afdeeling voorzien, worden kosteloos afgeleverd op ongezegeld papier en zijn vrij van alle hoege-naamde rechten of belastingen.

AFDEELING III.

Verbetering van de akten van overlijden.

ART. 7.

De verbetering van de akten van overlijden der militairen en der personen behorende tot de diensten der legers, alsmede van de akten van overlijden van alle andere personen overleden als slachtoffer van de krijgsverrichtingen of van de oorlogsgebeurtenissen, vanaf 4 Augustus 1914 tot 30 September 1919, kan, op de kosten van den Staat, vervolgd

sous pour les inscriptions judiciaires des décès.

Peuvent agir d'office à cette fin, le Ministre de la Défense nationale en ce qui concerne les militaires ou les personnes employées à la suite des armées, et le Ministre de l'Intérieur pour ce qui concerne toutes autres personnes.

Les jugements rectificatifs seront transcrits conformément aux dispositions des articles 101 du Code civil et 857 du Code de procédure civile.

La mention marginale des actes réformés indiquera, le cas échéant, que la rectification a été poursuivie et prononcée en vertu du présent article.

ART. 8.

Lorsqu'il semblera au demandeur que la rectification d'un acte de décès ne met en cause ni le fait de la mort ni l'identité d'un défunt, il pourra se dispenser d'accomplir la publicité prévue par les articles 15 et 16 ci-dessous, à moins que les tribunaux n'estiment qu'il y a lieu d'y recourir.

ART. 9.

En cas de perte ou de destruction des registres contenant les actes visés à l'article 7 ci-dessus, les jugements de rectification seront éventuellement transcrits sur le double de ces registres déposés au greffe du tribunal.

worden naar de hieronder bepaalde regelen voor de gerechtelijke inschrijvingen van overlijden.

Daartoe kunnen van ambtswege optreden de Minister van Landsverdediging voor de militairen of de personen behorende tot de diensten der legers, en de Minister van Binnenlandsche Zaken voor alle andere personen.

De vonnissen tot verbetering worden overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 101 van het Burgerlijk Wetboek en 857 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering overgeschreven.

De kantteekening der verbeterde akten vermeldt, zoo noodig, dat de verbetering krachtens dit artikel werd vervolgd en uitgesproken.

ART. 8.

Wanneer het aan den eischer voorkomt dat het, bij de verbetering eener akte van overlijden, noch het feit van het afsterven noch de identiteit van een overledene geldt, is hij niet verplicht over te gaan tot de openbaarmaking voorzien bij de onderstaande artikelen 15 en 16, tenzij de rechtbanken oordeelen dat zij dient te geschieden.

ART. 9.

Zijn de registers, waarin de bij bovenstaand artikel 7 bedoelde akten zijn opgenomen, verloren geraakt of vernietigd, dan worden de vonnissen tot verbetering, bij voorkomend geval, ingeschreven in het dubbel van die registers neergelegd op de griffie der rechtbank.

ART. 10.

Les rectifications des actes de décès non transcrits en Belgique, pourront être ordonnées sur production d'une expédition de l'original.

Les jugements rectificatifs ordonneront, dans ce cas, que l'acte soit transcrit directement avec les modifications ou les compléments nécessaires, au lieu du dernier domicile du défunt.

Si ce domicile était inconnu ou s'il était situé en dehors du territoire métropolitain de la Belgique, la transcription serait faite à Bruxelles.

Il sera fait mention du jugement et de sa transcription en marge des registres à la date du décès si celle-ci est connue.

SECTION IV.

Des déclarations tardives de décès.

ART. 11.

Les déclarations tardives des décès des militaires, des personnes employées aux armées et de toutes autres personnes victimes des opérations ou des événements de la guerre, dont la mort est survenue entre le 4 août 1914 et le 30 septembre 1919, peuvent être reçues dans les formes ci-après :

Les attestations et dires des comparants sont consignés non point directement sur les registres, mais dans un procès-verbal dressé par l'officier d'état-civil. Cet officier communique le procès-verbal au département de la Défense Nationale s'il

ART. 10.

Elke verbetering van de niet in België overgeschreven akten van overlijden kan op vertoon van een afschrift van het oorspronkelijk stuk worden bevolen.

In dit geval bevelen de vonnissen tot verbetering dat de akte met de noodige wijzigingen of aanvullingen rechtstreeks worde overgeschreven in de gemeente waar de overledene zijn laatste woonplaats had.

Is deze woonplaats niet gekend of was zij gevestigd buiten het Europeesch grondgebied van België, dan geschiedt de overschrijving te Brussel.

Van het vonnis en van zijne overschrijving wordt, op den kant der registers, melding gemaakt op den datum van het overlijden, indien deze datum gekend is.

AFDEELING IV.

Laattijdige aangiften van overlijden.

ART. 11.

De laattijdige aangiften van overlijden van de militairen, van de personen behorende tot de diens-ten der legers en van alle andere personen slachtoffers van de krijgsverrichtingen of de oorlogsgebeurtenissen, die zijn gestorven tusschen 4 Augustus 1914 en 30 September 1919, kunnen gedaan worden op de volgende wijzen :

De verklaringen en gezegden van de comparanten worden niet rechtstreeks in de registers vermeld, doch in een proces-verbaal opge- maakt door den ambtenaar van den burgerlijken stand. Deze ambtenaar deelt het proces-verbaal mee aan

s'agit d'un militaire ou d'une personne employée à la suite des armées et au Procureur du Roi s'il s'agit d'une personne qui n'était pas au service de l'armée. Ce Ministre ou le Magistrat vérifient sommairement, d'après leur documentation, si les mentions du procès-verbal ne sont pas inadmissibles. Lorsque le résultat de cette vérification n'est pas défavorable, ils renvoient le procès-verbal à l'officier d'état-civil après y avoir opposé un simple visa, pour que le document soit annexé aux registres de l'état-civil et tienne lieu d'acte de décès.

Mention du procès-verbal est faite en marge des registres à la date du décès si celle-ci est connue.

La présente disposition n'emporte pas nullité des actes de décès qui auraient été reçus tardivement avant la promulgation de la loi actuelle.

ART. 12.

Tout fonctionnaire qui en vue de la rédaction d'un des procès-verbaux visés à l'article précédent devra entendre un témoin dont la comparution exigerait un long déplacement peut s'adresser au juge de paix du canton où cette personne réside. Ce Magistrat recevra la déposition du témoin et fera adresser un procès-verbal de la formalité soit au département de la Défense Nationale soit au Procureur du Roi du lieu du décès suivant les distinctions établies au susdit article 11

het Departement van Landsverdediging, zoo het geldt een militair of een persoon behoorende tot de diensten der legers, en aan den Procureur des Konings, zoo het een persoon geldt, die niet behoorde tot de diensten van het leger. Die Minister of die Magistraat gaan vluchtig na, volgens hunne stukken, of de vermeldingen van het proces-verbaal niet onaannemelijk zijn. Is de uitkomst van dit onderzoek niet ongunstig, dan zenden zij het proces-verbaal aan den ambtenaar van den burgerlijken stand terug, na het te hebben bekleed met een eenvoudig visa, opdat het stuk bij de registers van den burgerlijken stand worde gevoegd en als akte van overlijden gelde.

Van het proces-verbaal wordt, op den kant der registers, melding gemaakt op den datum van het overlijden, indien deze datum gekend is.

De onderhavige bepaling brengt de nietigheid niet mee van de akten van overlijden, die vóór de afkondiging van de bestaande wet laatsttijdig werden ontvangen.

ART. 12.

Elke ambtenaar, die, om een van de bij het vorig artikel bedoelde processen-verbaal op te maken, een getuige moet hooren, wiens verschijning eene lange reis zou veroorzaken, kan zich wenden tot den vrederechter van het kanton, waar die persoon verblijft. Deze Magistraat neemt de verklaringen van den getuige af en doet een proces-verbaal der formaliteit geworden hetzij aan het Departement van Landsverdediging, hetzij aan den Procureur des Konings der plaats

et pour être procédé comme il est prévu.

Si le témoin réside à l'étranger, le fonctionnaire intéressé s'adressera au Président du tribunal de première instance qui agira conformément aux conventions internationales relatives aux commissions rogatoires. Au reçu de la déposition, ce Magistrat procédera comme il est dit au précédent paragraphe.

SECTION V.

Des inscriptions judiciaires de décès.

ART. 13.

Dans tous les cas où pour quelque cause que ce soit, il ne sera pas possible de faire dresser en Belgique les actes de décès concernant des militaires et des personnes employées aux armées ou toutes autres personnes décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre, il y sera suppléé, aux frais de l'État, par des inscriptions de décès.

ART. 14.

A cette fin, le Ministre compétent suivant les distinctions établies à l'article 7 ci-dessus, le Ministère public ou toute autre personne ayant qualité pour agir, pourront s'adresser par voie de requête adressée au Président du tribunal de première instance dont la compétence territoriale leur paraîtra la plus indiquée suivant les circonstances de la cause.

van het overlijden naar het bij gezegd artikel 11 gemaakt onderscheid en om te handelen zooals is voorzien.

Indien de getuige in den vreemde verblijft, richt de betrokken ambtenaar zich tot den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg; deze handelt overeenkomstig de internationale overeenkomsten betreffende de rogatoire machtigingen. Na de ontvangst van het getuigenishandelt die Magistraat zooals in de vorige paragraaf is bepaald.

AFDEELING V.

Gerechtelijke inschrijvingen van overlijdens.

ART. 13.

Telkens als het, om welke reden ook, niet mogelijk is de akten van overlijden betreffende militairen en personen behorende tot de diensten der legers of alle andere personen gestorven als slachtoffer van de krijgsv verrichtingen of van de oorlogsgebeurtenissen, te doen opmaken in België, wordt daarin voorzien, op de kosten van den Staat, door inschrijvingen van overlijden.

ART. 14.

Daartoe kunnen de Minister, die is bevoegd naar het in bovenstaand artikel 7 gemaakt onderscheid, het Openbaar Ministerie of elk andere persoon, bevoegd om te handelen, zich bij verzoekschrift richten tot den Voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, welker plaatselijke bevoegdheid hun, volgens de omstandigheden der zaak, als de meest aangewezen voorkomt.

Si la requête n'est pas introduite par l'un des départements ministériels compétents, le demandeur devra justifier, à peine de nullité de la procédure, qu'il a averti ce département de la formation de sa demande.

ART. 15.

L'introduction d'une demande tendant à faire ordonner une inscription de décès sera annoncée, à la poursuite du demandeur, dans un ou plusieurs journaux suivant des prescriptions à déterminer par arrêté royal.

Ces annonces inviteront tous ceux qui auraient des observations à faire concernant l'objet de la requête, à les présenter au Procureur du Roi près le tribunal saisi du litige.

ART. 16.

Il sera justifié des insertions dans les journaux par un exemplaire de chacun de ceux-ci.

Le tribunal pourra exiger que la signature des imprimeurs des journaux sera légalisée par le Bourgmestre de leur domicile.

Les frais des insertions seront taxés par le Président ou par un juge du tribunal. Le montant de la dépense sera toujours à charge de l'État dans les limites fixées par l'arrêté royal visé à l'article précédent.

ART. 17.

Le jugement sur le fond ne pourra intervenir que dix jours au moins

Wordt het verzoekschrift niet door een van de bevoegde ministerieele departementen ingeleverd, dan moet de eischer, op straffe van nietigheid der rechtspleging, bewijzen dat hij het instellen van zijnen eisch ter kennis van dit Departement heeft gebracht.

ART. 15.

Het instellen van een eisch strekkende om eene inschrijving van overlijden te doen bevelen wordt, op vervolging van den eischer, in een of meer dagbladen bekendgemaakt naar bij koninklijk besluit te bepalen voorschriften.

Door deze bekendmakingen wordt alwie aanmerkingen mocht te maken hebben betreffende het onderwerp van het verzoekschrift, verzocht ze mede te deelen aan den Procureur des Konings bij de rechtbank die van het geschil kennis neemt.

ART. 16.

Tot bewijs van de inlasschingen in de bladen wordt een exemplaar van elk dier bladen overgelegd.

De rechtbank kan eischen dat de handteekening van de drukkers der bladen door den burgemeester hunner woonplaats echt verklaard worde.

De kosten van de inlasschingen worden door den Voorzitter of door een rechter der rechtbank begroot. Het bedrag der uitgave komt steeds ten laste van den Staat binnen de grenzen bepaald bij het koninklijk besluit, in het vorig artikel bedoeld.

ART. 17.

Het vonnis over den grond der zaak kan slechts gewezen worden

après l'accomplissement de la publicité requise à l'article 15.

ART. 18.

Le dépôt d'une requête aux fins d'appel ou la signification d'un acte d'appel seront publiés et notifiés de la manière prévue aux articles 14 *in fine* 15 et 16; l'arrêt définitif ne pourra également intervenir que dix jours au moins après cette publication.

Les frais des insertions seront taxés dans ce cas par un président ou par un conseiller de la Cour d'appel.

ART. 19.

Le dispositif des décisions déclaratives de décès énoncera les prénoms, nom, profession et domicile de la personne décédée; les prénoms et nom de l'autre époux si la personne décédée était mariée ou veuve, et, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, nom, profession et domicile des père et mère du décédé et le lieu de sa naissance.

Si le dernier domicile du défunt était inconnu, il en serait fait mention.

ART. 20.

Ce dispositif sera transcrit aux registres de l'état-civil du lieu du dernier domicile du défunt; si ce domicile est inconnu ou s'il est situé

na verloop van ten minste tien dagen nadat de bij artikel 15 vereischte bekendmaking is geschied.

ART. 18.

Het indienen van een verzoekschrift tot beroep of de beteekening van eene akte van beroep worden bekendgemaakt en beteekend op de wijze voorzien bij de artikelen 14, *in fine*, 15 en 16; het eindarrest kan slechts na verloop van ten minste tien dagen na deze bekendmaking uitgesproken worden.

De kosten der inlasschingen worden, in dit geval, door een voorzitter of door een raadsheer van het Hof van beroep begroot.

ART. 19.

Het beschikkend gedeelte der beslissingen tot bevestiging van overlijden vermeldt de voornamen, den naam, het beroep en de woonplaats van den overleden persoon; de voornamen en den naam van den anderen echtgenoot, indien de overledene gehuwd ofwel weduwnaar of weduwe was, alsmede, in zooverre men ze kan te weten komen, de voornamen, den naam, het beroep en de woonplaats der ouders van den overledene en de plaats zijner geboorte.

Is de laatste woonplaats van den overledene onbekend, dan wordt daarvan melding gemaakt.

ART. 20.

Dit beschikkend gedeelte wordt overgeschreven in de registers van den burgerlijken stand der gemeente, waar de overledene zijne

hors du territoire métropolitain de la Belgique, la transcription se fera à Bruxelles.

Il sera fait mention du jugement et de sa transcription en marge des registres à la date du décès si celle-ci est connue.

L'Officier du dernier domicile se conformera aux dispositions de l'article 11 de la loi du 16 décembre 1851, sous peine des amendes qui y sont prévues.

ART. 21.

Lorsqu'un seul jugement statuera sur diverses causes connexes, la décision sera communiquée par extraits individuels aux divers officiers d'état-civil intéressés lesquels se conformeront, le cas échéant, à ce qui est prescrit au dernier paragraphe de l'article précédent sous peine d'encourir les sanctions visées à ce paragraphe.

Ces extraits pourront être valablement établis, dûment certifiés conformes, mais sans autres formes spéciales, par les Ministres compétents suivant les distinctions établies à l'article 7 de la présente loi.

SECTION VI.

Dispositions Générales.

ART. 22.

Les actes de décès des militaires, des personnes employées aux armées et de ceux des toutes autres per-

laatste woonplaats had; is deze woonplaats onbekend of buiten het Europeesch grondgebied van België gevestigd, dan geschiedt de overschrijving te Brussel.

Van het vonnis en van zijne overschrijving wordt, op den kant van de registers, melding gemaakt op den datum van het overlijden, indien deze gekend is.

De ambtenaar van de laatste woonplaats moet het bepaalde in artikel 11 der wet van 16 December 1851 naleven op straffe van de daarin voorziene boeten.

ART. 21.

Wanneer door één vonnis uitspraak wordt gedaan over verscheidene samenhangende zaken, wordt de beslissing door middel van individuele uittreksels medegedeeld aan de verscheidene betrokken ambtenaren van den burgerlijken stand; dezen moeten, bij voorkomend geval, het voorschrift der slotparagraaf van het vorig artikel in acht nemen op straffe van de in deze paragraaf voorziene boeten.

Die uittreksels kunnen door de Ministers, die bevoegd zijn naar het onderscheid gemaakt in artikel 7 dezer wet, geldig opgemaakt en behoorlijk eensluidend verklaard worden, doch zonder andere bijzondere vormen.

AFDEELING VI.

Algemeene bepalingen.

ART. 22.

De akten van overlijden van de militairen, van de personen behorende tot de diensten der legers en

sonnes décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre, devront, s'ils n'ont pas été reçus par une administrations communale belge, être transcrits au lieu du dernier domicile du défunt.

Si ce dernier domicile est inconnu ou s'il est situé en dehors du territoire métropolitain de la Belgique, la transcription aura lieu à Bruxelles.

L'officier d'état-civil sera éventuellement tenu de faire au juge de paix du canton la communication prévue par l'article 79 du Code civil modifié par la loi du 16 décembre 1831, sous peine des amendes fixées par cette disposition.

ART. 23.

Les inscriptions de décès et les rectifications d'actes de décès ordonnées en vertu de la présente loi font foi même à l'égard de ceux qui ne les auront point requises ou qui n'auront pas été appelés à l'instance.

Ces inscriptions, de même que les actes reformés, pourront néanmoins être revisées, le cas échéant, suivant la procédure ordinaire en rectification des actes de l'état-civil.

ART. 24.

Les jugements non déclaratifs de décès et ceux qui auront rejeté une requête en rectification ne feront point obstacle à la recevabilité ultérieure de la même demande s'il

van alle andere personen gestorven als slachtoffer van de krijgsverrichtingen of van de oorlogsgebeurtenissen moeten, indien zij niet door een Belgisch gemeentebestuur werden ontvangen, overgeschreven worden in de gemeente, waar de overledene zijn laatste woonplaats had.

Is deze laatste woonplaats onbekend of is zij buiten het Europeesch grondgebied van België gevestigd, dan geschiedt de overschrijving te Brussel.

De ambtenaar van den burgerlijken stand is, bij voorkomend geval, verplicht de mededeeling, voorzien bij artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek gewijzigd door de wet van 16 December 1831, aan den vrederechter van het kanton te doen op straffe van de bij dit artikel bepaalde boeten.

ART. 23.

De krachtens deze wet bevolen inschrijvingen van overlijden en verbeteringen van akten van overlijden hebben bewijskracht zelfs tegenover hen, die ze niet hebben gevorderd of die niet in de zaak gebracht werden.

Niettemin kunnen die inschrijvingen, evenals de verbeterde akten, bij voorkomend geval, herzien worden volgens de gewone rechtspleging tot verbetering der akten van den burgerlijken stand.

ART. 24.

Ondanks de vonnissen, welke geen bevestiging van overlijden inhouden, en die, welke een verzoek tot verbetering hebben afgewezen, is dezelfde eisch naderhand ontvan-

existe des arguments nouveaux à son appui.

ART. 25.

Les déclarations de décès qui auraient dû être actées par les inspecteurs aux revues en vertu de l'article 96 du code civil, pourront être reçues, sur l'attestation de deux témoins par le chef du service d'état-civil au département de la Défense nationale dans les formes prévues aux articles 11 et 12 ci-dessus.

Les actes de l'état-civil concernant des militaires ou des personnes employées aux armées pourront, à l'avenir, être reçus à l'armée de campagne ou en dehors du territoire de la Belgique, conformément aux lois en vigueur, en présence de deux témoins : 1° dans les formations mobilisées par l'officier comptable ou, à défaut, par l'officier commandant; 2° dans les formations sanitaires, par l'officier gestionnaire ou, à défaut, par le médecin directeur.

ART. 26.

Aucune taxe, redevance, imposition ni aucun droit quelconque ne pourront être perçus au profit de l'État, des provinces ou des communes pour tous actes, documents, formalités ou jugements qui concernent l'état-civil d'un militaire ou d'une personne employée aux armées, décédée après avoir accompli des services pour la Belgique ou

kelijk, indien nieuwe gronden tot staving daarvan worden aangevoerd.

ART. 25.

De aangiften van overlijden, waarvan akte door de intendanten van het leger moest opgemaakt worden krachtens artikel 96 van het Burgerlijk Wetboek, kunnen, op de bevestiging van twee getuigen, aan het hoofd van den dienst van den burgerlijken stand bij het Departement van Landsverdediging gedaan worden op de wijzen voorzien bij de bovenstaande artikelen 11 en 12.

De akten van den burgerlijken stand betreffende militairen of personen behorende tot de diensten der legers kunnen voortaan in het leger te velde of buiten het grondgebied van België, overeenkomstig de van kracht zijnde wetten, opgemaakt worden in het bijzijn van twee getuigen : 1° in de gemobiliseerde formaties, door den officier-rekenplichtige of, bij ontstentenis, door den officier-bevelhebber; 2° in de gezondheidsformaties, door den officier-zaakvoerder of, bij ontstentenis, door den geneesheer-bestuurder.

ART. 26.

Geene heffing, bijdrage, belasting, geen recht hoegenaamd magten bate van Staat, provincie of gemeente worden ingevorderd wegens de akten, stukken, formaliteiten of vonnissen betreffende den burgerlijken stand van een militair of van een persoon behorende tot de diensten der legers, overleden na voor België of voor een met België

pour un État allié ou associé de la Belgique, depuis le 4 août 1914 jusqu'au 30 septembre 1919.

Cette disposition est également applicable en ce qui concerne toutes autres personnes décédées victimes des opérations ou des événements de la guerre.

ART. 27.

Le ministère des avoués sera facultatif pour toutes les procédures prévues par la présente loi.

Les parties intéressées peuvent se faire représenter ou assister devant les tribunaux soit par un avocat, soit par une personne agréée par les tribunaux et munie, le cas échéant, d'une procuration sur papier libre.

geallieerden of geassocieerden Staat diensten te hebben volbracht vanaf 4 Augustus 1914 tot 30 September 1919.

Deze bepaling geldt eveneens voor alle andere personen gestorven als slachtoffer van de krijgsverrichtingen-of oorlogsgebeurtenissen.

ART. 27.

Voor elke rechtspleging, bij deze wet voorzien, is het optreden van de pleitbezorgers niet verplichtend.

De belanghebbende partijen kunnen zich voor de rechtbanken doen vertegenwoordigen of bijstaan hetzij door eenen advocaat, hetzij door een persoon, door de rechtbanken toegelaten en, desnoods, houder van een volmacht op ongezegeld papier.

Maurice CRICKX.

Albert DEVÈZE.

DU BUS DE WARNAFFE.

Max PASTUR.

